
1937

Bulletin de l'Opposition, n° 62-63, février 1938, pp. 7-14. Cette étude a été achevée le 17 décembre et expédiée le 24 par Trotsky à ses camarades américains. Elle parut en janvier ou février dans la presse trotskiste internationale (La Lutte ouvrière, 27 janvier et 3 février 1938), ensuite sous forme de brochure.

Œuvres - décembre 1937

L. Trotsky

Leçons d'Espagne : dernier avertissement.

17 décembre 1937

Menchévisme et bolchévisme en Espagne.

Les opérations militaires d'Abyssinie et d'Extrême-Orient sont soigneusement étudiées par tous les états-majors militaires qui préparent la future grande guerre. Les combats du prolétariat espagnol, ces éclairs avant-coureurs de la future révolution internationale, doivent être étudiés avec non moins d'attention par les états-majors révolutionnaires; c'est à cette seule condition que les évènements qui approchent ne nous prendront pas au dépourvu [1].

Trois conceptions se sont affrontées, avec des forces inégales, dans le camp dit républicain : le menchévisme, le

bolchévisme, l'anarchisme. En ce qui concerne des partis républicains bourgeois, ils n'ont ni idées ni importance politique indépendantes, et n'ont fait que se maintenir sur le dos des réformistes et des anarchistes [2]. En outre, ce ne serait nullement une exagération de dire que les chefs de l'anarcho-syndicalisme espagnol ont tout fait pour désavouer leur doctrine et réduire pratiquement leur importance à zéro [3]. En fait dans le camp républicain, deux doctrines se sont affrontées : le bolchévisme et le menchévisme.

Selon la conception des socialistes et des staliniens, c'est-à-dire les menchéviks de la première et de la seconde levée, la révolution espagnole ne devait résoudre que des tâches démocratiques; c'est pourquoi il était nécessaire de constituer un front unique avec la bourgeoisie « démocratique ». Toute tentative du prolétariat de sortir des cadres de la démocratie bourgeoise était, de ce point de vue, non seulement prématurée, mais encore funeste. D'ailleurs, ce qui était à l'ordre du jour n'était pas la révolution, mais la lutte contre Franco [4]. Le fascisme, c'est la réaction, non féodale, mais bourgeoise : que, contre cette réaction bourgeoise, on ne puisse lutter avec succès que par les forces et les méthodes de la révolution prolétarienne, c'est là une motion que le menchévisme, lui-même rameau de la pensée bourgeoise, ne veut ni ne peut faire sienne.

Le point de vue bolchévique, exprimé seulement aujourd'hui par la jeune section de la IV^o Internationale, procède de la théorie de la révolution permanente, à savoir que même des tâches purement démocratiques, telles que la liquidation de la propriété foncière semi-féodale, ne peuvent être résolues sans la conquête du pouvoir par le prolétariat; cela, à son tour, met à l'ordre du jour la révolution socialiste. D'ailleurs, les ouvriers espagnols eux-mêmes, dès les premiers pas de la révolution, s'assignèrent dans la pratique non seulement des tâches démocratiques, mais encore purement socialistes [5]. Exiger de ne pas sortir des limites de la démocratie bourgeoise, c'est, en fait, non pas jouer à la révolution démocratique, mais y renoncer [6]. C'est seulement par le renversement des rapports sociaux à la campagne qu'on peut faire du paysan, masse principale de la population, un rempart puissant contre le fascisme. Mais les propriétaires fonciers sont attachés par des liens indissolubles à la bourgeoisie bancaire, industrielle, et commerciale et à l'intelligentsia bourgeoise qui dépend d'elle. Le parti du prolétariat se trouvait ainsi devant la nécessité de choisir - ou bien avec les masses paysannes ou bien avec la bourgeoisie libérale. Inclure dans une même coalition à la fois les paysans et la bourgeoisie libérale, cela ne pouvait avoir qu'un seul but : aider la bourgeoisie à tromper les paysans et à isoler les ouvriers. La révolution agraire ne pouvait se réaliser que contre la bourgeoisie, par conséquent seulement par les mesures de la dictature du prolétariat. Il n'existe aucun régime moyen intermédiaire.

Du point de vue de la théorie, ce qui frappe avant tout dans la politique espagnole de Staline, c'est un oubli

complet de l'ABC du léninisme. Avec un retard de quelques dizaines d'années - et quelles années ! - l'Internationale communiste a complètement rétabli dans ses droits la doctrine du menchévisme. Plus encore, elle s'est efforcée de donner à cette doctrine une expression plus « conséquente » et par là même plus absurde. Dans la Russie tsariste, au début de 1905, la formule de la « révolution purement démocratique » avait pour elle, en tout cas, infiniment plus d'arguments qu'en 1937 en Espagne. Rien d'étonnant à ce que, dans l'Espagne contemporaine, la politique « ouvrière libérale » du menchévisme soit devenue la politique anti-ouvrière, réactionnaire, du stalinisme. Du coup, la doctrine du menchévisme, cette caricature du marxisme, a été à son tour caricaturée.

La théorie du Front populaire.

Il serait pourtant naïf de penser qu'à la base de la politique du Comintern en Espagne se trouvaient quelques « erreurs » théoriques. Le stalinisme ne se guide pas sur la théorie marxiste, ni sur quelque théorie que ce soit, mais, empiriquement, sur les intérêts de la bureaucratie soviétique. Entre eux, les cyniques de Moscou se moquent bien de la « philosophie » du Front populaire à la [Dimitrov](#). Mais ils ont à leur disposition, pour tromper les masses, des cadres nombreux de propagandistes de cette formule sacrée, sincères ou filous, naïfs ou charlatans. Louis Fischer [\[7\]](#), avec son ignorance et sa suffisance, son état d'esprit de raisonneur provincial organiquement sourd à la révolution, est le représentant le plus répugnant de cette confrérie peu attrayante. L'« union des forces progressistes », le « triomphe des idées du Front populaire », l'« atteinte portée par les trotskistes à l'unité des rangs antifascistes »... Qui croirait qu'il y a quatre-vingt-dix ans que le [Manifeste communiste](#) a été écrit ? [\[8\]](#)

Les théoriciens du Front populaire ne vont au fond pas plus loin que la première règle d'arithmétique, celle de l'addition : la somme des communistes, des socialistes, des anarchistes et des libéraux est supérieure à chacun de ses termes. Pourtant, l'arithmétique ne suffit pas dans l'affaire. Il faut au moins la mécanique : la loi du parallélogramme des forces se vérifie, même en politique. La résultante, est, comme on sait, d'autant plus courte que les forces divergent davantage entre elles. Quand des alliés politiques tirent dans des directions opposées, la résultante égale à zéro. Le bloc des différents groupements politiques de la classe ouvrière est absolument nécessaire pour résoudre les tâches communes. Dans certaines circonstances historiques où un tel bloc est capable d'attirer à lui les masses petites-bourgeoises opprimées dont les intérêts sont proches de ceux du prolétariat, la force commune d'un tel bloc peut se trouver beaucoup plus grande que la résultante des forces constituantes. Au contraire, l'alliance du prolétariat avec la bourgeoisie, dont les intérêts, à l'heure actuelle, dans les questions fondamentales, font un angle de 180 degrés, ne peut, en règle générale, que paralyser la force révolutionnaire du prolétariat.

La guerre civile, où la force de la seule violence a peu d'action exige de ses participants un dévouement suprême. Les ouvriers et les paysans ne sont capables d'assurer la victoire que quand ils mènent la lutte pour leur propre émancipation. Les soumettre dans ces conditions à la direction de la bourgeoisie, c'est assurer d'avance leur défaite dans la guerre civile.

Ces vérités ne sont d'aucune manière le fruit d'une analyse purement théorique. Au contraire, elles représentent la conclusion irréfutable de toute l'expérience historique, au moins à partir de 1848 [9]. L'histoire moderne des sociétés bourgeoises est pleine de Fronts populaires de toutes sortes, c'est-à-dire de combinaisons politiques les plus diverses pour tromper les travailleurs. L'expérience espagnole n'est qu'un nouvel anneau tragique de cette chaîne de crimes et de trahisons.

L'alliance avec l'ombre de la bourgeoisie.

Le fait le plus étonnant politiquement est que, dans le Front populaire espagnol, il n'y avait pas au fond de parallélogramme des forces : la place de la bourgeoisie était prise par son ombre [10]. Par l'intermédiaire des staliniens, des socialistes et des anarchistes, la bourgeoisie espagnole s'est subordonné le prolétariat sans même se donner la peine de participer au Front Populaire : la majorité écrasante des exploités de toutes nuances politiques était passée dans le camp de Franco [11]. Sans aucune théorie de la révolution permanente, la bourgeoisie espagnole a compris, dès le début du mouvement révolutionnaire des masses, que, quel que soit son point de départ, ce mouvement était dirigé contre la propriété privée de la terre et des moyens de production, et qu'il était absolument impossible d'en venir à bout par les moyens de la démocratie.

C'est pourquoi il n'est resté dans le camp républicain que des débris insignifiants de la classe possédante, MM. Azana [12], Companys [13] et leurs semblables, avocats politiques de la bourgeoisie, mais nullement la bourgeoisie elle-même. Ayant tout misé sur la dictature militaire, les classes possédantes surent en même temps utiliser leurs représentants politiques de la veille pour paralyser, désagréger, puis étouffer le mouvement socialiste des masses sur le territoire « républicain ».

Ne représentant plus à aucun titre la bourgeoisie espagnole, les républicains de gauche représentaient bien moins encore les ouvriers et les paysans : ils ne représentaient rien en dehors d'eux-mêmes. Pourtant, grâce à leurs alliés socialistes, staliniens et anarchistes, ces fantômes politiques ont joué dans la révolution un rôle décisif. Comment ? Très

simplement en tant qu'incarnation du principe de la révolution démocratique, c'est-à-dire de l'inviolabilité de la propriété privée.

Les staliniens dans le Front populaire.

Les causes de l'apparition du Front populaire espagnol et sa mécanique interne sont parfaitement claires. La tâche des chefs en retraite de l'aile gauche de la bourgeoisie consistait à stopper la révolution des masses et à regagner la confiance perdue des exploités : pourquoi Franco si nous, les républicains, pouvons faire la même chose ? Sur ce plan essentiel, les intérêts d'Azaña et de Companys coïncidaient pleinement avec ceux de Staline, pour lequel il était nécessaire de gagner la confiance des bourgeoisies anglaise et française en montrant qu'il était capable de protéger l'ordre contre l'anarchie. Azaña et Companys servaient nécessairement de couverture à Staline face aux ouvriers : lui-même, Staline, est évidemment pour le socialisme, mais il ne peut pas repousser la bourgeoisie républicaine. Staline est nécessaire à Azaña et Companys en tant que bourreau expérimenté jouissant d'une autorité de révolutionnaire [14]. Sans lui, réduits à être un ramassis de zéros, ils n'auraient pu ni osé attaquer les ouvriers.

Les réformistes traditionnels de la II^e Internationale, depuis longtemps affolés par le cours de la lutte de classe, reçurent un regain d'assurance du fait du soutien de Moscou. Ce soutien fut d'ailleurs accordé non à tous les réformistes, mais seulement aux plus réactionnaires : Caballero représentait la face du parti socialiste tournée vers l'aristocratie ouvrière, tandis que Negrin [15] et Prieto [16] tournaient toujours leur regard vers la bourgeoisie [17]. Negrin a vaincu Caballero grâce à l'aide de Moscou [18]. Les socialistes de gauche et les anarchistes, prisonniers du Front populaire, se sont efforcés, il est vrai, de sauver de la démocratie ce qui pouvait en être sauvé. Mais comme ils n'ont pas su mobiliser les masses contre les gendarmes du Front populaire, leurs efforts se sont enfin de compte réduits à de pitoyables lamentations [19]. Les staliniens se sont ainsi trouvés alliés à l'aile la plus droitière, la plus ouvertement bourgeoise du parti socialiste. Ils ont dirigé leurs coups à gauche, contre le P.O.U.M., les anarchistes et les socialistes de gauche, c'est-à-dire contre les groupements centristes qui, quoique imparfaitement, reflétaient la pression des masses révolutionnaires.

Ce fait politique, significatif en lui-même, donne aussi la mesure de la dégénérescence du Comintern au cours des dernières années. Nous avons autrefois défini le stalinisme comme un centrisme bureaucratique; les événements ont donné un certain nombre de preuves de la justesse de cette affirmation, mais elle est actuellement dépassée. Les intérêts de la bureaucratie bonapartiste ne correspondent plus au caractère hybride du centrisme. Dans sa recherche d'accommodements avec la bourgeoisie, la clique stalinienne est capable de s'allier seulement aux éléments les plus

conservateurs de l'aristocratie ouvrière dans le monde : par là, le caractère contre-révolutionnaire du stalinisme dans l'arène mondiale est définitivement établi [20].

Les avantages contre-révolutionnaires du stalinisme.

Nous arrivons là au cœur de la solution de l'énigme : comment et pourquoi le parti communiste espagnol, insignifiant tant par son nombre que par ses dirigeants, a-t-il été capable de concentrer entre ses mains tous les leviers du pouvoir, en dépit de la présence d'organisations socialistes et anarchistes incomparablement plus puissantes ? L'explication courante suivant laquelle les staliniens ont tout simplement troqué le pouvoir en échange des armes soviétiques reste superficielle. Pour prix de ses armes, Moscou a reçu de l'or espagnol. Cela suffisait, selon les lois du marché capitaliste. Comment Staline a-t-il réussi à obtenir également le pouvoir dans ce marché ? A cela, on répond d'ordinaire : en accroissant son autorité aux yeux des masses par des fournitures militaires, le gouvernement soviétique a pu exiger, comme condition de son aide, des mesures décisives contre les révolutionnaires et écarter ainsi de sa route de dangereux adversaires. C'est indiscutable, mais c'est seulement un aspect de la question, et le moins important. En dépit de l'« autorité » acquise grâce aux fournitures soviétiques, le parti communiste espagnol est demeuré une petite minorité, et il a rencontré, de la part des ouvriers, une haine toujours plus grande [21]. Il ne suffisait pas d'autre part que Moscou posât des conditions encore fallait-il que Valence les acceptât. C'est là le fond du problème. Car non seulement Companys et Negrin, mais aussi Caballero, quand il était président du Conseil, tous sont allés, de plus ou moins bon gré, au-devant des exigences de Moscou. Pourquoi ? Parce que ces messieurs eux-mêmes voulaient maintenir la révolution dans le cadre bourgeois.

Ni les socialistes, ni même les anarchistes ne se sont sérieusement opposés au programme stalinien. Ils avaient eux-mêmes peur de la rupture avec la bourgeoisie. Ils étaient mortellement effrayés devant chaque offensive révolutionnaire des ouvriers. Grâce à ses armes et à son ultimatum contre-révolutionnaire, Staline a été pour tous ces groupes le sauveur. Il leur assurait en effet ce qu'ils espéraient, la victoire militaire sur Franco, et, en même temps, les affranchissait de toute responsabilité pour le cours de la révolution. Ils se sont donc empressés de mettre au rencart leurs masques socialistes et anarchistes, avec l'espoir de les utiliser de nouveau quand Moscou aurait rétabli pour eux la démocratie bourgeoise. Pour comble de commodité, ces messieurs pouvaient justifier leur trahison envers le prolétariat par la nécessité de l'entente militaire avec Staline; de son côté, ce dernier justifiait sa politique contre-révolutionnaire par la nécessité de l'entente avec la bourgeoisie républicaine.

C'est seulement de ce point de vue plus large que devient claire pour nous l'angélique patience dont ont fait preuve, vis-à-vis des représentants du G.P.U., ces champions du droit et de la liberté que sont Azana, Companys, Negrin, Caballero, Garcia Oliver [22] et autres. S'ils n'ont pas eu le choix, comme ils l'ont affirmé, ce n'est nullement parce qu'ils n'avaient pas les moyens de payer avions et tanks autrement que par des « têtes » révolutionnaires et les droits des ouvriers, c'est parce qu'il leur était impossible de réaliser leur propre programme « purement démocratique », c'est-à-dire antisocialiste, autrement que par la terreur. Quand les ouvriers et les paysans s'engagent dans la voie de la révolution, c'est-à-dire s'emparent des usines, des grandes propriétés, et chassent les anciens propriétaires, prennent localement le pouvoir, alors, la contre-révolution, bourgeoise-démocratique, stalinienne ou fasciste - tout se tient - n'a plus d'autre moyen d'arrêter le mouvement que par la violence sanglante, le mensonge et la tromperie. L'avantage de la clique stalinienne dans cette voie consistait en ce qu'elle a immédiatement entrepris d'appliquer des méthodes qui dépassaient Azana, Companys, Negrin et leurs autres alliés de « gauche ».

Staline confirme à sa manière la théorie de la révolution permanente.

Ainsi, sur le territoire de l'Espagne, se sont affrontés deux programmes. D'une part, celui de la sauvegarde à tout prix de la propriété privée contre le prolétariat, et, si possible, de la sauvegarde de la démocratie contre Franco. De l'autre, le programme d'abolition de la propriété privée grâce à la conquête du pouvoir par le prolétariat. Le premier exprimait le programme du Capital par l'intermédiaire de l'aristocratie ouvrière, des sommets de la petite bourgeoisie et surtout de la bureaucratie soviétique. Le second traduisait, en langage marxiste, les tendances, pas pleinement conscientes, mais puissantes, du mouvement révolutionnaire des masses. Pour le malheur de la révolution, il y avait, entre la poignée de bolcheviks et le prolétariat révolutionnaire, la cloison contre-révolutionnaire du Front populaire.

La politique du Front populaire, à son tour, ne fut nullement déterminée par le chantage de Staline en tant que fournisseur d'armes. Assurément, le chantage est compris dans les conditions internes de la révolution elle-même. Le fond social de celle-ci avait été, au cours des six dernières années, l'offensive croissante des masses contre la propriété semi-féodale et bourgeoise. C'est précisément la nécessité de défendre cette propriété qui a jeté la bourgeoisie dans les bras de Franco. Le gouvernement républicain avait promis à la bourgeoisie de défendre la propriété par des mesures « démocratiques », mais il enregistra, surtout en juillet 1936, une faillite complète. Quand la situation sur le front de la propriété devint encore plus menaçante que sur le front militaire, les démocrates de tout poil, y compris les anarchistes, s'inclinèrent devant Staline, et ce dernier n'a trouvé dans son arsenal d'autres méthodes que celles de Franco.

Sans les persécutions contre les trotskistes, les poumistes, les anarchistes révolutionnaires et les socialistes de gauche, les calomnies fangeuses, les documents forgés, les tortures dans les prisons staliniennes, les assassinats dans le dos, sans tout cela, le drapeau bourgeois, sous le drapeau républicain, ne se serait pas maintenu deux mois. Le G.P.U. ne s'est trouvé maître de la situation que parce qu'il a défendu de façon plus conséquente que d'autres, c'est-à-dire avec plus de fourberie et de cruauté, les intérêts de la bourgeoisie contre le prolétariat.

Au cours de sa lutte contre la révolution socialiste, le démocrate Kérensky avait d'abord cherché un appui dans la dictature militaire de Kornilov, puis il avait tenté de rentrer à Petrograd dans les fourgons du général monarchiste Krasnov; d'autre part, les bolcheviks, pour mener la révolution démocratique jusqu'au bout, ont été contraints de renverser le gouvernement des charlatans et des bavards démocratiques. Ce faisant, ils ont mis fin en passant à toutes les tentatives de dictature militaire ou fasciste.

La révolution espagnole montre une nouvelle fois qu'il est impossible de défendre la démocratie contre les masses révolutionnaires autrement que par des méthodes de la réaction fasciste. Et, inversement, il est impossible de mener une véritable lutte contre le fascisme autrement que par les méthodes de la révolution prolétarienne. Staline a lutté contre le trotskisme (la révolution prolétarienne) en détruisant la démocratie par les mesures bonapartistes et le G.P.U. Cela réfute une nouvelle fois, et définitivement, la vieille théorie menchévique que s'est appropriée le Comintern, théorie qui fait de la révolution socialiste deux chapitres historiques indépendants, séparés l'un de l'autre dans le temps. L'œuvre des bourreaux de Moscou confirme à sa manière la justesse de la théorie de la révolution permanente.

Le rôle des anarchistes.

Les anarchistes n'ont eu, dans la révolution espagnole, aucune position indépendante. Ils n'ont fait qu'osciller entre menchévisme et bolchévisme. Plus exactement, les ouvriers anarchistes tendaient instinctivement à trouver une issue dans la voie bolchévique (19 juillet 1936, journées de mai 1937), alors que les chefs, au contraire, repoussaient de toute leur force les masses dans le camp du Front populaire c'est-à-dire du régime bourgeois [23].

Les anarchistes ont fait preuve d'une incompréhension fatale des lois de la révolution et de ses tâches lorsqu'ils ont tenté de se limiter aux syndicats, c'est-à-dire à des organisations de temps de paix, imprégnées de routine et ignorant ce qui se passait en dehors d'eux, dans la masse, dans les partis politiques et dans l'appareil d'Etat. Si les anarchistes avaient été des révolutionnaires, ils auraient avant tout appelé à la création de soviets réunissant tous les représentants

de la ville et du village, y compris ceux des millions d'hommes les plus exploités qui n'étaient jamais entrés dans les syndicats. Dans les soviets, les ouvriers révolutionnaires auraient naturellement occupé une position dominante. Les staliniens se seraient trouvés en minorité insignifiante. Le prolétariat se serait convaincu de sa force invincible. L'appareil de l'Etat bourgeois n'aurait plus été en prise sur rien. Il n'aurait pas fallu un coup bien fort pour que cet appareil tombât en poussière. La révolution socialiste aurait reçu une impulsion puissante. Le prolétariat français n'aurait pas permis longtemps à Léon Blum de bloquer la révolution prolétarienne au-delà des Pyrénées.

La bureaucratie de Moscou n'aurait pu se permettre un tel luxe. Les questions les plus difficiles se seraient résolues d'elles-mêmes.

Au lieu de cela, les anarcho-syndicalistes qui tentaient de se réfugier dans la politique des syndicats se sont retrouvés, au grand étonnement de tout le monde et d'eux-mêmes, la cinquième roue du carrosse de la démocratie bourgeoise [24]. Pas pour longtemps, car la cinquième roue ne sert à personne. Après que Garcia Oliver et Cie eurent bien aidé Staline et ses acolytes à enlever le pouvoir aux ouvriers, les anarchistes furent eux-mêmes chassés du gouvernement de Front populaire. Ils dissimulèrent la frayeur du petit bourgeois devant le grand bourgeois, du petit bureaucrate devant le grand bureaucrate, sous des discours pleurnichards sur la sainteté du front unique (des victimes avec les bourreaux) et sur l'impossibilité d'admettre toute dictature, y compris la leur propre. « Nous aurions pu prendre le pouvoir en juillet 1936... Nous aurions pu prendre le pouvoir en mai 1937... » C'est ainsi que les anarchistes imploraient Negrin et Staline de reconnaître et de récompenser leur trahison de la révolution. Tableau repoussant.

Cette seule autojustification : « Nous n'avons pas pris le pouvoir, non parce que nous n'avons pas pu, mais parce que nous n'avons pas voulu, parce que nous sommes contre toute dictature » [25], etc., renferme une condamnation de l'anarchisme en tant que doctrine complètement contre-révolutionnaire. Renoncer à la conquête du pouvoir, c'est le laisser volontairement à ceux qui l'ont, aux exploités. Le fond de toute révolution a consisté et consiste à porter une nouvelle classe au pouvoir et à lui donner ainsi toutes possibilités de réaliser son programme. Impossible de faire la guerre sans désirer la victoire. Personne n'aurait pu empêcher les anarchistes d'établir, après la prise du pouvoir, le régime qui leur aurait semblé bon, en admettant évidemment qu'il fût réalisable. Mais les chefs anarchistes eux-mêmes avaient perdu foi en lui. Ils se sont éloignés du pouvoir, non pas parce qu'ils sont contre toute dictature - en fait, bon gré, mal gré... - mais parce qu'ils avaient complètement abandonné leurs principes et perdu leur courage, s'ils eurent jamais l'un et l'autre. Ils avaient peur. Ils avaient peur de tout, de l'isolement, de l'intervention, du fascisme, ils avaient peur de Staline, ils avaient peur de Negrin. Mais, ce dont ces phraseurs avaient peur avant tout, c'était des masses

révolutionnaires.

Le refus de conquérir le pouvoir rejette inévitablement toute organisation ouvrière dans le marais du réformisme et en fait le jouet de la bourgeoisie; il ne peut en être autrement, vu la structure de classe de la société [26].

Se dressant contre le but, la prise du pouvoir, les anarchistes ne pouvaient pas, en fin de compte, ne pas se dresser contre les moyens, la révolution. Les chefs de la C.N.T. et de la F.A.I. ont aidé la bourgeoisie, non seulement à se maintenir à l'ombre du pouvoir en juillet 1936, Mais encore à rétablir morceau par morceau ce qu'elle avait perdu d'un seul coup. En mai 1937, ils ont saboté l'insurrection des ouvriers et ont sauvé par là la dictature de la bourgeoisie. Ainsi l'anarchiste, qui ne voulait être qu'antipolitique, s'est trouvé en fait antirévolutionnaire et, dans les moments les plus critiques, contre-révolutionnaire.

Les théoriciens anarchistes qui, après le grand examen des années 1931 à 1937, répètent les vieilles sornettes réactionnaires sur Cronstadt et affirment : le stalinisme est le produit inévitable du marxisme et du bolchévisme, ne font que démontrer par là qu'ils sont à jamais morts pour la révolution.

Vous dites que le marxisme est violence en soi et que le stalinisme est sa descendance légitime. Alors pourquoi donc nous, marxistes révolutionnaires, nous trouvons-nous en lutte mortelle contre le stalinisme dans le monde entier ? Pourquoi donc la clique stalinienne voit-elle dans le trotskisme son ennemi principal ? Pourquoi toute proximité avec nos conceptions ou notre d'action (Durruti [27], Andrés Nin, Landau et autres [28]) force-t-elle les gangsters du stalinisme à recourir à une répression sanglante ? Pourquoi, d'autre part, les chefs de l'anarchisme espagnol, au moment des crimes du G.P.U. à Moscou et à Madrid, étaient-ils des ministres de Caballero-Negrin [29] », c'est-à-dire les serviteurs de la bourgeoisie et de Staline ? Pourquoi, même maintenant, sous le prétexte de lutter contre le fascisme, les anarchistes restent-ils prisonniers volontaires de Staline-Negrin, c'est-à-dire des bourreaux de la révolution, par leur incapacité à lutter contre le fascisme ?

Les avocats de l'anarchisme qui prêchent pour Cronstadt et pour Makhno ne trompent personne [30]. Dans l'épisode de Cronstadt et dans la lutte contre Makhno, nous avons défendu la révolution prolétarienne contre la contre-révolution paysanne. Les anarchistes espagnols ont défendu et défendent encore la contre-révolution bourgeoise contre la révolution prolétarienne. Aucun sophisme ne fera disparaître de l'histoire le fait que l'anarchisme et le stalinisme se sont trouvés du même côté de la barricade, les masses révolutionnaires et les marxistes de l'autre. Telle est la vérité qui

entrera pour toujours dans la conscience du prolétariat.

Le rôle du P.O.U.M.

Il n'en va guère mieux avec le P.O.U.M. Certes, il a théoriquement tenté de s'appuyer sur la formule de la révolution permanente (c'est pour cela que les staliniens ont traité les poumistes de trotskistes), mais la révolution ne se contente pas de simples reconnaissances théoriques. Au lieu de mobiliser les masses contre les chefs réformistes, y compris les anarchistes, le P.O.U.M. cherchait à convaincre ces messieurs de l'avantage du socialisme sur le capitalisme [31]. C'est sur ce diapason qu'étaient accordés tous les articles et discours des leaders du P.O.U.M. Pour ne pas se détacher des chefs anarchistes, ils n'organisèrent pas leurs propres cellules dans la C.N.T., et en général n'y firent aucun travail [32]. Eludant les conflits aigus, ils ne menèrent aucun travail dans l'armée républicaine [33]. Au lieu de cela, ils édifièrent leurs « propres syndicats » [34] et leurs « propres milices » [35] qui défendaient leurs propres édifices ou s'occupaient de leurs propres secteurs du front. En isolant l'avant-garde révolutionnaire de la classe, le P.O.U.M. affaiblissait l'avant-garde et laissait les masses sans direction. Politiquement, le P.O.U.M. est resté incomparablement plus près du Front populaire, dont il couvrait l'aile gauche, que du bolchévisme. Si le P.O.U.M. est tombé victime d'une répression sanglante et fourbe, c'est que le Front populaire ne pouvait remplir sa mission d'étouffer la révolution socialiste autrement qu'en abattant morceau par morceau son propre flanc gauche.

En dépit de ses intentions, le P.O.U.M. s'est trouvé être, en fin de compte, le principal obstacle sur la voie de la construction d'un parti révolutionnaire. C'est une très grande responsabilité qu'ont pris sur eux les partisans platoniques ou diplomatiques de la IV^e Internationale, tel que le chef du parti socialiste révolutionnaire hollandais Sneevliet, qui ont démonstrativement soutenu le P.O.U.M. dans son caractère hybride, son indécision, sa tendance à écarter les questions brûlantes, en un mot, son centrisme. La révolution ne s'accorde pas avec le centrisme. Elle le démasque, et l'anéantit. En passant, elle compromet les avocats et les amis du centrisme [36]. Telle est une des plus importantes leçons de la révolution espagnole.

Le problème de l'armement.

Les socialistes et les anarchistes qui tentent de justifier leur capitulation devant Staline par la nécessité de payer de l'abandon de toute conscience et de tout principe les armes de Moscou, mentent tout simplement, et mentent bêtement. Assurément, beaucoup d'entre eux auraient préféré s'en tirer sans assassinats ni falsifications. Mais chaque fin

impose ses moyens. Dès avril 1931, c'est-à-dire longtemps avant l'intervention militaire de Moscou, les socialistes et les anarchistes ont fait ce qu'ils ont pu pour freiner la révolution prolétarienne. Staline leur a appris comment mener ce travail jusqu'au bout. Ils ne sont devenus les complices de Staline que parce qu'ils poursuivaient les mêmes objectifs politiques.

Si les chefs anarchistes avaient été tant soit peu des révolutionnaires, ils auraient pu répondre, dès le premier chantage de Moscou, non seulement par la continuation de l'offensive socialiste, mais encore par la divulgation, devant la classe ouvrière mondiale, des conditions contre-révolutionnaires posées par Staline [37]. Ce faisant, ils auraient placé la dictature de Moscou entre la révolution socialiste et la dictature de Franco. La bureaucratie thermidorienne craint la démocratie et la hait. Mais elle craint aussi d'être étouffée dans l'anneau fasciste. Elle dépend en outre des ouvriers. Tout permet de croire que Moscou se serait trouvée obligée de fournir les armes, et peut-être bien à un prix plus modéré.

Mais le monde entier ne se ramène pas au Moscou de Staline. En un an et demi de guerre civile, on pouvait développer l'industrie de guerre espagnole, en adaptant aux besoins de la guerre une série d'usines civiles. Si ce travail n'a pas été accompli, c'est uniquement parce que les initiatives des organisations ouvrières ont été combattues par Staline comme par ses alliés espagnols. Une forte industrie de guerre serait devenue un puissant instrument dans les mains des ouvriers. Les chefs du Front populaire préfèrent dépendre de Moscou.

C'est précisément dans cette question qu'apparaît d'une façon particulièrement claire le rôle perfide du Front populaire, qui imposait aux organisations ouvrières prolétariennes la responsabilité des transactions traîtresses de la bourgeoisie avec Staline.

Dans la mesure où les anarchistes étaient en minorité, ils ne pouvaient évidemment pas empêcher le bloc dirigeant de prendre les engagements qui lui semblaient bons devant Moscou et les maîtres de Moscou, Londres et Paris, mais ils pouvaient et devaient, sans cesser d'être les meilleurs combattants du front, se distinguer nettement des trahisons et des traîtres, expliquer la véritable situation aux masses, les mobiliser contre le gouvernement bourgeois, accroître de jour en jour leurs forces pour, en fin de compte, s'emparer du pouvoir et, avec lui, des armes de Moscou.

Mais que se serait-il passé si Moscou, en raison de l'absence du Front populaire, s'était refusé à donner des armes ? Et que se serait-il passé, répondons-nous, si l'Union soviétique n'avait pas existé du tout ? Les révolutions n'ont pas vaincu jusqu'à présent grâce à des protections étrangères qui leur fournissaient des armes. Les protecteurs étrangers se

sont ordinairement trouvés du côté de la contre-révolution. Est-il nécessaire de rappeler les interventions française, anglaise et américaine contre les soviets ? Le prolétariat de Russie a vaincu la réaction intérieure et les interventionnistes étrangers sans soutien militaire de l'extérieur. Les révolutions sont avant tout victorieuses grâce à un programme social qui donne aux masses la possibilité de s'emparer des armes se trouvant sur leur territoire et de désagréger l'armée ennemie. L'armée rouge s'est emparée des réserves militaires françaises, anglaises, américaines, et a jeté à la mer les corps expéditionnaires étrangers. Cela serait-il déjà oublié ?

Si, à la tête des ouvriers et des paysans armés, c'est-à-dire à la tête de l'Espagne républicaine, il y avait eu des révolutionnaires et non des agents poltrons de la bourgeoisie, le problème de l'armement n'aurait jamais joué un rôle de premier plan. L'armée de Franco, y compris les Riffains coloniaux et les soldats de Mussolini, n'était nullement assurée contre la contagion révolutionnaire [38]. Entourés de toutes parts des flammes de la révolution socialiste, les soldats fascistes se seraient réduits à une quantité insignifiante. Ce ne sont pas les armes qui manquaient à Madrid et à Barcelone, ni les « génies » militaires. Ce qui manquait, c'était le parti révolutionnaire.

Les conditions de la victoire.

Les conditions de la victoire des masses dans la guerre civile contre les oppresseurs sont au fond très simples.

1. Les combattants de l'armée révolutionnaire doivent avoir pleine conscience qu'ils se battent pour leur complète émancipation sociale et non pour le rétablissement de l'ancienne forme (démocratique) d'exploitation.
2. La même chose doit être comprise par les ouvriers et les paysans aussi bien à l'arrière de l'armée révolutionnaire qu'à l'arrière de l'armée ennemie.
3. La propagande sur son propre front, sur le front de l'adversaire et à l'arrière des deux armées, doit être complètement imprégnée de l'esprit de la révolution sociale. Le mot d'ordre « D'abord la victoire, ensuite les réformes », c'est la formule de tous les oppresseurs et exploités, à commencer par les rois bibliques et à finir par Staline.
4. La victoire est déterminée par les classes et couches qui participent à la lutte. Les masses doivent avoir un appareil étatique qui exprime directement et immédiatement leur volonté. Un tel appareil ne peut être construit que par les soviets des députés des ouvriers, des paysans et des soldats.
5. L'armée révolutionnaire doit non seulement proclamer, mais réaliser immédiatement, dans les provinces conquises, les mesures les plus urgentes de la révolution sociale : expropriation et remise aux besogneux des réserves existantes des produits alimentaires, manufacturés et autres, redistribution des logements au profit des travailleurs, et surtout des familles des combattants, expropriation de la terre et des instruments agricoles au profit des paysans, établissement du contrôle ouvrier sur la production et du pouvoir soviétique à la place de l'ancienne bureaucratie.
6. De l'armée révolutionnaire doivent être impitoyablement chassés les ennemis de la révolution socialiste, c'est-à-dire les éléments exploités et leurs agents, même s'ils se couvrent du masque de « démocrate », de « républicain », de « socialiste » ou d' « anarchiste ».
7. A la tête de chaque division doit se trouver un commissaire d'une autorité irréprochable, comme révolutionnaire et comme combattant.
8. Dans chaque division militaire, il doit y avoir un noyau bien soudé des combattants les plus dévoués, recommandés par des organisations ouvrières. Les

membres de ce noyau ont un privilège, celui d'être les premiers au feu.

9. Le corps de commandement comprend nécessairement dans les premiers temps beaucoup d'éléments. étrangers et peu sûrs. Leur vérification et leur sélection doivent se faire sur la base de l'expérience militaire, des attestations fournies par les commissaires et des avis émanant des combattants du rang. En même temps, des efforts doivent être entrepris en vue de la préparation de commandants venant des rangs des ouvriers révolutionnaires.
10. La stratégie de la guerre civile doit combiner les règles de l'art militaire avec les tâches de la révolution sociale. Non seulement dans la propagande, mais aussi dans les opérations militaires, il est nécessaire de compter avec la composition sociale des différentes parties de l'armée adverse (volontaires bourgeois, paysans mobilisés ou, comme chez Franco, esclaves coloniaux) et, lors du choix des lignes d'opération, de tenir compte strictement de la culture sociale des régions correspondantes du pays (régions industrielles, paysannes, révolutionnaires ou réactionnaires, régions de nationalités opprimées, etc.). En bref, la politique révolutionnaire domine la stratégie.
11. Le gouvernement révolutionnaire, en tant que comité exécutif des ouvriers et paysans, doit savoir conquérir la confiance de l'armée et de la population laborieuse.
12. La politique extérieure doit avoir pour principal d'éveiller la conscience révolutionnaire des ouvriers, des paysans et des nationalités opprimées du monde entier.

Staline a assuré les conditions de la défaite.

Les conditions de la victoire sont, nous le voyons, tout à fait simples. Leur ensemble s'appelle la révolution socialiste. Aucune de ces conditions n'a existé en Espagne. La principale raison en est qu'il n'y avait pas de parti révolutionnaire. Staline, certes, a tenté de transporter sur le terrain de l'Espagne les procédés extérieurs du bolchévisme : bureau politique, commissaires, cellules, G.P.U., etc. Mais il avait vidé ces formes de leur contenu socialiste. Il avait rejeté le programme bolchévique et, avec lui, les soviets en tant que forme nécessaire de l'initiative des masses. Il a mis la technique du bolchévisme au service de la propriété bourgeoise. Dans son étroitesse bureaucratique, il s'imaginait que des commissaires étaient capables par eux-mêmes d'assurer la victoire. Mais les commissaires de la propriété privée ne se sont trouvés capables que d'assurer la défaite.

Le prolétariat a manifesté des qualités combattives de premier ordre. Par son poids spécifique dans l'économie du pays, par son niveau politique et culturel, il se trouvait, dès le premier jour de la révolution, non au-dessous, mais au-dessus du prolétariat russe du commencement de 1917 [39]. Ce sont ses propres organisations qui furent les principaux obstacles sur la voie de la victoire. La clique qui commandait, en accord avec la contre-révolution, était composée d'agents payés, de carriéristes, d'éléments déclassés et de rebuts sociaux de toutes sortes. Les représentants des autres organisations ouvrières, réformistes invétérés, phraseurs anarchistes, centristes incurables du P.O.U.M., grognaient, hésitaient, soupiraient, manœuvraient, mais en fin de compte s'adaptaient aux staliniens. Le résultat de tout leur travail fut que le camp de la révolution sociale (ouvriers et paysans), se trouva soumis à la bourgeoisie, plus

exactement à son ombre, perdit son caractère, perdit son sang. Ni l'héroïsme des masses, ni le courage des révolutionnaires isolés ne manquèrent. Mais les masses furent abandonnées à elles-mêmes et les révolutionnaires laissés à l'écart, sans programme, sans plan d'action. Les chefs militaires se soucièrent plus de l'écrasement de la révolution sociale que des victoires militaires. Les soldats perdirent confiance en leurs commandants, les masses dans le gouvernement; les paysans se tinrent à l'écart, les ouvriers se lassèrent, les défaites se succédaient, la démoralisation croissait. Il n'était pas difficile de prévoir tout cela dès le début de la guerre civile. Se fixant comme tâche le salut du régime capitaliste, le front populaire était voué à la défaite militaire. Mettant le bolchévisme la tête en bas, Staline a rempli avec succès le rôle principal de fossoyeur de la révolution [40].

L'expérience espagnole, soit dit en passant, démontre de nouveau que Staline n'a rien compris à la révolution d'Octobre ni à la guerre civile. Son lent esprit provincial est resté en retard sur la marche impétueuse des événements de 1917 à 1921. Tous les discours et articles de 1917 où il exprimait une pensée propre contiennent déjà sa toute dernière doctrine thermidorienne. Dans ce sens, le Staline de l'Espagne de 1937 est le continuateur du Staline de la conférence de mars 1917 [41]. Mais, en 1917, il était seulement effrayé par les ouvriers révolutionnaires et, en 1937, il les a étranglés; l'opportuniste s'est fait bourreau.

La guerre civile à l'arrière.

« Mais, pour obtenir la victoire sur les gouvernements Caballero-Negrin, il aurait fallu la guerre civile à l'arrière des armées républicaines ! » s'écrie avec effroi le philosophe démocrate. Comme si, sans cela, il n'y aurait pas eu au sein de l'Espagne républicaine une guerre civile, la plus fourbe et la plus malhonnête, la guerre des propriétaires et des exploités contre les ouvriers et les paysans ! Cette guerre incessante se traduit par des arrestations et des assassinats de révolutionnaires, le désarmement des ouvriers, l'armement de la police bourgeoise, l'abandon au front, sans armes ni secours, des détachements ouvriers enfin, dans l'intérêt prétendu du développement de l'industrie de guerre. Chacun de ces actes constitue un coup cruel pour le front, une trahison militaire avérée, dictée par les intérêts de classe de la bourgeoisie. Cependant, le philistin « démocrate », et il peut être stalinien, socialiste ou anarchiste, juge la guerre civile de la bourgeoisie contre le prolétariat, même à l'arrière immédiat du front, comme une guerre naturelle et inévitable qui a pour but « d'assurer l'unité du Front populaire ». Par contre, la guerre civile du prolétariat contre la contre-révolution républicaine est, aux yeux du même philistin, une guerre criminelle, « fasciste », « trotskiste », qui détruit l'unité des forces antifascistes. Des dizaines de Norman Thomas, de major Attlee, de Otto Bauer, de Zyromski, de Malraux, et de petits trafiquants de mensonge dans le genre de Duranty et de Louis Fischer répandent cette sagesse à travers le monde

entier. Entre-temps, le gouvernement de Front populaire se déplace de Madrid à Valence et de Valence à Barcelone.

Si, comme l'attestent les faits, la révolution socialiste est seule capable d'écraser le fascisme, d'un autre côté l'insurrection du prolétariat n'est concevable que si la classe dominante tombe dans l'étau de grandes difficultés. Pourtant, les philistins démocrates invoquent précisément ces difficultés pour démontrer que l'insurrection prolétarienne est inadmissible. Si le prolétariat attend que les philistins démocrates lui annoncent l'heure de son émancipation, il restera éternellement esclave. Apprendre aux ouvriers à reconnaître les philistins réactionnaires sous tous leurs masques et à les mépriser, quels que soient ces masques, telle est la tâche première et la principale obligation révolutionnaire.

Le dénouement.

La dictature du stalinisme dans le camp républicain, par sa nature, ne sera pas de longue durée. Si les défaites provoquées par la politique du Front populaire jetaient encore une fois le prolétariat espagnol dans une offensive révolutionnaire, cette fois victorieuse, la clique stalinienne serait marquée au fer rouge. Mais si, ce qui est plus vraisemblable, Staline réussit à mener son travail de fossoyeur de la révolution jusqu'au bout, même dans ce cas, il n'en tirera pas de reconnaissance. La bourgeoisie espagnole a eu besoin de lui comme bourreau, mais il ne lui est nullement utile comme protecteur et précepteur. Londres et Paris d'une part, Berlin et Rome de l'autre, sont à ses yeux beaucoup plus sérieux que Moscou. Il est possible que Staline veuille se retirer lui-même de l'Espagne avant la catastrophe définitive. Il espérerait faire retomber ainsi la responsabilité de la défaite sur ses propres alliés. Après quoi Litvinov solliciterait de Franco le rétablissement des relations diplomatiques. C'est une chose que nous avons vue déjà plusieurs fois [42].

Pourtant, la victoire complète de l'armée républicaine sur Franco ne signifierait pas le triomphe de la démocratie. Les ouvriers et les paysans ont porté deux fois les républicains au pouvoir, ainsi que leurs agents : en avril 1931, et en février 1936. Les deux fois, les héros du Front populaire ont cédé la victoire du peuple aux représentants les plus réactionnaires de la bourgeoisie. La troisième victoire remportée par les généraux du Front populaire signifierait leur accord inévitable avec la bourgeoisie fasciste sur le dos des ouvriers et des paysans. Un tel régime ne serait qu'une autre forme de la dictature militaire, peut-être sans monarchie ni domination ouverte de l'Eglise catholique.

Enfin, il est possible que les victoires partielles des républicains soient utilisées par des intermédiaires anglo-français « désintéressés » pour réconcilier les belligérants. Il n'est pas difficile de comprendre qu'au cours d'une

semblable variante les derniers restes de la démocratie seraient étouffés dans les embrassades fraternelles des généraux, Miaja (communiste) et Franco (fasciste) [43]. Encore une fois, seul peut vaincre, soit la révolution socialiste, soit le fascisme.

Il n'est pas encore exclu d'ailleurs que la tragédie donne lieu, au dernier moment, à une farce. Quand les héros du Front populaire devront abandonner leur dernière capitale, avant de monter sur le bateau ou dans l'avion, ils proclameront bien une série de réformes socialistes pour laisser d'eux un bon souvenir au peuple. Cela ne leur servira pourtant à rien. Les ouvriers du monde entier se souviendront avec haine et avec mépris des partis qui ont conduit à sa perte une population héroïque.

L'expérience tragique de l'Espagne est un avertissement menaçant, peut-être le dernier avertissement avant des événements encore plus grandioses, adressé à tous les ouvriers du monde entier. Les révolutions, selon les paroles de Marx, sont les locomotives de l'histoire, elles avancent plus vite que la pensée des partis à moitié ou au quart révolutionnaires. Celui qui s'arrête sous les roues de la locomotive. D'un autre côté, et c'est le principal danger, la locomotive elle-même déraile souvent. Le problème de la révolution doit être pénétré jusqu'au fond, jusqu'à ses dernières conséquences concrètes. Il faut conformer la politique aux lois fondamentales de la révolution, c'est-à-dire au mouvement des classes en lutte, et non aux craintes et aux préjugés superficiels des groupes petits-bourgeois qui s'intitulent Front populaire et un tas d'autres choses. La ligne de moindre résistance s'avère, dans la révolution, la ligne de la pire faillite. La peur de s'isoler de la bourgeoisie conduit à s'isoler des masses. L'adaptation aux préjugés conservateurs de l'aristocratie ouvrière signifie la trahison des ouvriers et de la révolution. L'excès de prudence est l'imprudance la plus funeste. Telle est la principale leçon de l'effondrement de l'organisation politique la plus honnête de l'Espagne, le P.O.U.M., parti centriste. Les troupes du Bureau de Londres ne veulent ou ne savent manifestement pas tirer les conclusions nécessaires du dernier avertissement de l'Histoire. Par là même ils se vouent eux-mêmes à leur perte.

En revanche, il existe maintenant une nouvelle génération de révolutionnaires qui s'éduquent aux leçons des défaites. Elle a vérifié dans les faits la réputation d'ignominie de la II^o Internationale. Elle a mesuré la profondeur de la chute de la III^o Internationale. Elle a appris à juger les anarchistes, non pas sur leurs paroles, mais sur leurs actes. Grande école, inappréciable, payée du sang d'innombrables combattants. Les cadres révolutionnaires rassemblent maintenant sous le seul drapeau de la IV^o Internationale. Elle est née sous le grondement des défaites pour mener les travailleurs à la victoire.

Coyoacán, 17 décembre 1937.

[1] Il est incontestable que l'un des aspects de l'« aide » apportée au gouvernement républicain espagnol par l'Union Soviétique, l'envoi de « conseillers militaires », répondait au souci de former des cadres et d'assimiler les « leçons » de la guerre en vue du conflit mondial qui approchait. Un mystère a longtemps plané autour de l'identité réelle des officiers généraux russes servant en Espagne - qu'on y appelait « mexicanos » ou encore « gallegos » et qui furent en Russie les « espagnols »... D'abord parce que leur présence fut longtemps tenue secrète en raison de la politique de « non-intervention », ensuite parce que, du côté russe, après la fin de la guerre civile, on n'avait aucun intérêt à faire savoir - étant donné l'utilisation faite du mythe espagnol - que, comme l'a souligné Roy Medvedev, « Staline a tué plus de combattants [russes] de la guerre d'Espagne que ne l'ont fait en Espagne les balles fascistes » (R. Medvedev, *Let History judge*, p. 248) Les « conseillers militaires » principaux furent successivement les généraux Berzine, Stern et « Maximov ». Ian Berzine, vieux-bolchévik letton, était l'ancien chef des services de renseignements soviétiques; connu en Espagne sous le nom de général Grichine, il a été rappelé et fusillé en 1937, pour être réhabilité sous Khrouchtchev en même temps que son collaborateur Richard Sorge. Le général Grigori Stern - en Espagne, général Grigorevitch - a été souvent confondu avec Manfred Stern, plus connu encore en Espagne sous le nom de général Kléber, des brigades internationales, officier de l'armée rouge comme lui. Il ne devait être fusillé qu'en 1941, en même temps que le général Jakov Smoutchkiévitch, dit général Douglas, qui avait commandé l'aviation russe en Espagne, et le général Dimitri Pavlov, dit général de Pablo, chef des tankistes. L'attaché militaire officiel de l'ambassade, le général de brigade Vladimir Goriev, a joué un rôle capital dans la défense de Madrid et laissé le souvenir d'un homme courageux, compétent et d'une réelle droiture : lui aussi, rappelé en 1937, a été fusillé en même temps que deux de ses principaux collaborateurs, les colonels Rainer et Lvovitch, dit Loti, cependant que son ancien secrétaire, le professeur hispano-américain José Robles, ami de John Dos Passos, accusé d'être « poumiste », disparaissait, vraisemblablement éliminé en Espagne même par le G.P.U. Le général Grigori Kulik, dit Kupper, peut-être un haut responsable de la N.K.V.D., a laissé, lui, le souvenir d'un chef aussi incapable que brutal : il était conseiller du général Pozas. Lui aussi devait être fusillé en 1941, après les premiers revers de l'armée rouge. Le futur général Kiril Meretzkov était, en Espagne, le colonel Pétrévitch; arrêté lors de son retour en U.R.S.S., il devait finalement être libéré, physiquement et moralement brisé par sa détention, ce qui ne l'a pas empêché d'accéder au maréchalat. Ses Mémoires récemment publiés ne mentionnent l'Espagne qu'en quelques mots et ne font pas allusion à son emprisonnement ultérieur. Parmi les « rescapés » de la guerre d'Espagne - c'est-à-dire les combattants d'Espagne ayant échappé au massacre à leur retour en Union soviétique -, citons les futurs maréchaux Votonov - le colonel Volter - et Malinovski - colonel Malino ou Manolito -, le futur général Pavel Batov - Fritz Pablo, conseiller des Brigades internationales, notamment auprès du général hongrois Lukàcs, le futur général Hadji Mainsourov - conseiller de Durruti sous le nom de Xanti ? - le futur amiral Kournetzov - connu sous le nom de Nicolas ou Kolia - le futur maréchal Rodimtsev - capitaine Pablito. Nous n'avons aucune information sur le destin de certains d'entre eux, dont le rôle fut important, comme le colonel Valois, de son vrai nom Boris Simonov, et nous ignorons tout d'autres, souvent cités, comme le général Maximov. Rien n'atteste la présence en Espagne, affirmée par certains auteurs, des futurs maréchaux Rokossovski, Joukov et Koniev. Aujourd'hui encore, il est impossible de savoir si les militaires « espagnols » ont été exécutés en U.R.S.S. dans le cadre de la purge de l'armée (affaire Toukhatchevski) ou s'ils l'ont été en tant qu'« espagnols », témoins gênants de la politique stalinienne en Espagne, comme l'ont été les « politiques », journalistes ou diplomates comme Michel Koltsov, Marcel Rosenberg, Antonov-Ovseenko, Arthur Stachevski, ou les « policiers » Sloutski, Spiegelglass, etc. (*P. Broué*)

[2] L'organe de la J. C. I. de Madrid, *La Antorcha*, avait déjà exprimé la même idée : « La petite bourgeoisie était incapable à elle seule de militariser le prolétariat. Il lui fallait, pour y parvenir, le prestige de quelques partis prolétariens. Telle fut la signification de la crise du gouvernement Giral et de l'exercice du pouvoir au nom de la démocratie bourgeoise par des organisations prolétariennes » (« Militarizacion ? No, disciplina ! », *La Antorcha*, 17 octobre 1936). (*P. Broué*)

[3] Ce phénomène est décrit dans l'ouvrage de César M. Lorenzo, *Les Anarchistes espagnols et le pouvoir*. La sympathie de l'auteur, qui appartient à une famille de militants libertaires, ne dissimule aucunement la faillite des dirigeants anarchistes, reniant leur doctrine et

balayant leurs propres enseignements au nom de « circonstances exceptionnelles ». (*P. Broué*)

[4] L'ancien dirigeant des J.S., devenu dirigeant des J.S.U. et membre du P.C., Federico Melchor, affirmait par exemple en janvier 1937 : « Nous ne faisons pas une révolution sociale aujourd'hui : nous sommes en train de développer une révolution démocratique » (*Organicemos la produccion*, pp. 6-8). Et Antonio Mije, membre du bureau politique du P.C.E., écrivait : « Quand certains avaient peur même de mentionner la république démocratique, nous, communistes, n'étions pas opposés à expliquer à des éléments impatientes, qui ne comprenaient pas la situation, qu'il était politiquement juste de la défendre contre le fascisme » (*Mundo obrero*, 18 mai 1938). Cette politique, anticipation de la lutte contre le « gauchisme » ou tout ce qui est prétendu tel, trouvait son expression la plus simplifiée dans la célèbre formule : « Vaincre Franco d'abord ! ». (*P. Broué*)

[5] La plus claire illustration de cette affirmation se trouve dans l'œuvre réalisée au lendemain du 19 juillet, notamment dans les vastes mesures d'expropriation et de collectivisation prises dans toute l'Espagne à une grande échelle. (*P. Broué*)

[6] Un exemple en est le décret du gouvernement Largo Caballero, pris à l'initiative du ministre communiste de l'agriculture Vicente Uribe, concernant « l'expropriation sans indemnité et en faveur de l'Etat » des propriétés foncières appartenant à des propriétaires liés à la rébellion militaire. Le critère de la saisie des terres n'était plus social, mais politique, et par conséquent sujet à contestation de la part de tous les propriétaires qui avaient survécu ou ne se trouvaient pas dans le camp franquiste. Parce qu'il se situait dans le cadre de la légalité bourgeoise de respect de la propriété privée, le décret Uribe permettait ainsi la restitution des terres saisies par les paysans pauvres à des propriétaires prudents, chanceux, voire simplement acquittés par les tribunaux. Il eut comme principale conséquence politique de saper la confiance des paysans dans la solidité de leurs acquis. (*P. Broué*)

[7] Journaliste américain correspondant de presse à Moscou pendant de nombreuses années, « ami de l'Union soviétique », Louis Fischer était l'une des cibles favorites de Trotsky, qui le traitait de type représentatif des libéraux bourgeois pro-staliniens. (*P. Broué*)

[8] Dans sa « Note quotidienne », de *La Batalla* du 6 février 1937, Juan Andrade signale que les censeurs staliniens de Madrid étaient allés jusqu'à censurer des passages du... *Manifeste communiste* reproduits dans l'organe des milices du P.O.U.M. de Madrid, *El Combatiente rojo*. (*P. Broué*)

[9] Trotsky s'appuie ici solidement sur la tradition marxiste. En ce qui concerne 1848, Karl Marx, dans *La Lutte de classes en France*, s'était réjoui de façon presque provocante de l'éclatement du « Front populaire » avant la lettre que constituait le regroupement des ouvriers derrière des chefs démocrates comme Ledru-Rollin, et de l'apparition, contre lui, du « parti ouvrier », avec la candidature de Raspail aux élections présidentielles de décembre. « *Ledru-Rollin* et *Raspail* étaient les noms propres, celui-là de la démocratie bourgeoise, celui-ci du prolétariat révolutionnaire. Les voix pour Raspail - les prolétaires et les porte-parole socialistes le déclarèrent bien haut - devaient être (...) une démonstration, (...) autant de voix contre Ledru-Rollin, le premier acte par lequel le prolétariat se détachait en tant que parti politique indépendant du Parti démocratique. » Notons que Marx était parfaitement indifférent, aussi bien aux résultats de cette élection, en définitive secondaires, qu'aux réactions d'« hostilité » de l'« opinion publique » démocratique face à cette candidature de « division » : l'important était selon lui qu'elle contribuât au rassemblement des ouvriers, de leur classe, sur une base de classe. (*P. Broué*)

[10] Une partie de cette « ombre » était évidemment constituée par la bourgeoisie internationale dont les exigences en matière de paiements, échanges, etc., pesaient dans le sens d'une mise en sommeil des revendications révolutionnaires. La nécessité de ne pas s'aliéner les « gouvernements démocratiques » constituait un des arguments les plus utilisés par les défenseurs de la politique du Front populaire. C'est

ainsi que Comorera, le leader du P.S.U.C. en Catalogne, déclarait au cours d'un meeting : « Dans le bloc des puissances démocratiques, le facteur décisif n'est pas la France, mais l'Angleterre. Il est essentiel que nos camarades de parti le réalisent afin de modérer les mots d'ordre. (...) Nous devons comprendre que les grands capitalistes d'Angleterre sont capables d'en venir à un accord, à n'importe quel moment, avec les capitalistes italiens et allemands, s'ils arrivent à la conclusion qu'ils n'ont pas d'autre choix en ce qui concerne l'Espagne. Nous devons à tout prix gagner la neutralité bienveillante de ce pays, sinon son aide directe » (*Treball*, 2 février 1937) (*P. Broué*)

[11] Le célèbre financier Juan March avait été l'un des principaux instigateurs et bailleurs de fond du soulèvement militaire. La totalité des hommes d'affaires espagnols étaient dans le camp franquiste : le directeur d'Hispano-Suiza, sauvé en 1936 par l'intervention de Léon Blum, devait être nommé par Franco maire de Barcelone en 1939. (*P. Broué*)

[12] Manuel Azaña (1880-1940) : Avocat et journaliste, fonde en 1925, l'*Action Républicaine* (« gauche libérale »). Ministre de la guerre dans le premier gouvernement de la II^e République. En janvier 1936, il est l'un des principaux dirigeants du *Frente Popular* et devient président de la République en mai. Il émigre en France après la défaite où il décède rapidement.

[13] Lluís Companys i Jover (1882 – 1940) : avocat, journaliste et homme politique catalan. Gouverneur de Barcelone à la proclamation de la République, il devint en 1934 président de la généralité de Catalogne. Il proclama la souveraineté de la Catalogne au sein de la République fédérale espagnole (octobre 1934). Vaincu par les forces gouvernementales et condamné à trente années de détention, il fut amnistié à l'arrivée au pouvoir du Front populaire (1936) et retrouva ses fonctions, qu'il conserva pendant toute la guerre civile. Après la chute de la Catalogne aux mains des armées franquistes (février 1939), il se réfugia en France avec son gouvernement; il y fut arrêté par la Gestapo en septembre 1940 et livré aux franquistes, qui le fusillèrent.

[14] On peut faire remarquer cependant qu'au cours de l'été 1937 un ministre catholique basque, le petit industriel Manuel de Irujo, prenait ses distances vis-à-vis des crimes staliniens commis sous sa juridiction et dans le cadre de son ministère, et contribuait, quoique de façon limitée, à les faire connaître. (*P. Broué*)

[15] Juan Negrin (1892-1956). Socialiste de droite, proche de Prieto. Remplace Largo Caballero comme premier ministre en 1937. Emigre en France puis en Grande-Bretagne après la défaite.

[16] Indalecio Prieto (1883-1962) : dirigeant de la droite du P.S.O.E., ministre du gouvernement Caballero et Negrin. Emigre au Mexique après la défaite d'où il dirige le P.S.O.E. en exil.

[17] Largo Caballero avait derrière lui, une longue carrière de responsable syndical, comme dirigeant de l'U.G.T., au sein de laquelle il avait toujours disposé d'une base solide - notamment parmi les travailleurs les plus qualifiés et les mieux payés. Prieto, homme d'affaires et propriétaire de journal, et le Dr Negrin, médecin et professeur, étaient surtout liés à la bourgeoisie libérale et jouissaient d'une grande estime dans les milieux politiques républicains. (*P. Broué*)

[18] Ce fut du parti communiste espagnol, et notamment des représentants de l'I.C. en Espagne, comme Togliatti, que vinrent les premières initiatives contre Largo Caballero, ainsi que les préparatifs de son renversement. (*P. Broué*)

[19] Après la scission de l'U.G.T., dont les militants du P.C.E. furent le moteur, sous la couverture protectrice de socialistes de droite comme Ramon González Peña, Largo Caballero tenta de monter une campagne publique qui devait en définitive se réduire à une seule

réunion, d'ailleurs retentissante, tenue à Madrid le 17 octobre 1937. C'est après ce succès initial que le gouvernement le fait garder à vue. Largo Caballero, désormais, se tait et réduit son activité à la lutte - limitée - contre la répression, intervenant par exemple comme témoin de la défense dans le procès des dirigeants du P.O.U.M. (*P. Broué*)

[20] Dans le **Programme de transition**, adopté en 1938 à la conférence de fondation de la IV^e Internationale, Trotsky fait remonter à la défaite allemande et à la prise du pouvoir par Hitler le « passage définitif » de l'Internationale communiste « du côté de l'ordre bourgeois ». (*P. Broué*)

[21] Dans un ouvrage paru en 1971, G. Hermet, sur la base des sources du P.C.E. écrit que « le parti compte en mars 1937, 55 % de paysans, dont une majorité de petits exploitants, et près de 10 % de membres des classes moyennes et des professions libérales, contre seulement 35 % d'ouvriers d'industrie ». Il ajoute que « 53 % des membres se trouvent dans l'armée » et parle de « ruralisation » et d' « embourgeoisement des effectifs communistes » pendant la guerre civile (*Les Communistes en Espagne*, pp. 46-49). Il semble incontestable que le P.C.E., devenu « parti de l'ordre », servit de refuge aux partisans de l'« ordre » qui ne se recrutaient pas particulièrement en milieu ouvrier. (*P. Broué*)

[22] Juan *Garcia Oliver* (1901- ??) : Membre de la C.N.T. anarcho-syndicaliste. D'abord chef de file des « anarcho-bolchéviks », il devient ministre de la Justice du gouvernement de J. Giral à partir de septembre 1936.

[23] En juillet 1936 comme en mai 1937, non seulement la masse des ouvriers influencés par l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme, mais la majorité de leurs cadres organisateurs au sein de la classe ouvrière se lancèrent dans la lutte sur une ligne révolutionnaire qui tendait plus ou moins consciemment chez eux à la prise du pouvoir par les travailleurs. Ce sont les combats de Barcelone en juillet qui ont achevé de dessiner la légende de Durruti, intrépide lutteur. En revanche, pendant toute cette période, le rôle d'Horacio Prieto secrétaire du comité national de la C.N.T., fut décisif chaque fois qu'il s'est agi de la collaboration entre la C.N.T. et le gouvernement. Juan Garcia Oliver, l'ancien chef de file de ceux que l'on appelait les « anarcho-bolcheviks », joua un rôle déterminant aussi bien en juillet 1936, en utilisant son autorité pour préserver les institutions de la Généralité de Catalogne, le président Companys en tête, qu'en arrêtant les combats au mois de mai 1937 à Barcelone. (*P. Broué*)

[24] Le ministre anarchiste Juan Peiro, membre du gouvernement de Largo Caballero, écrivait dans *Politica* du 23 février 1937 : « Notre victoire dépendait et dépend encore de l'Angleterre et de la France, mais à condition de faire la guerre et non la révolution. (...) La voie à suivre est celle-ci : faire la guerre et, tout en faisant la guerre, nous limiter à la préparation de la révolution. » (*P. Broué*)

[25] Dressant un bilan de cette époque, l'anarchiste Santillàn écrit après la défaite : « Nous pouvions être seuls, imposer notre volonté absolue, déclarer caduque la Généralité et imposer à sa place un véritable pouvoir du peuple; mais nous ne croyions pas à la dictature quand elle s'exerçait contre nous et nous ne la désirions pas quand nous pouvions nous-mêmes l'exercer aux dépens des autres » (Santillàn, *Por qué perdimos la guerra*, p. 169). (*P. Broué*)

[26] Après avoir évoqué dans *La Velada de Benicarlo* le « soulèvement prolétarien » ripostant au coup des généraux, Azaòà écrit : « Une révolution a besoin de s'emparer du commandement, de s'installer au gouvernement, de diriger le pays selon ses vues. Elle ne l'a pas fait. (...) L'ancien ordre pouvait être remplacé par un autre, révolutionnaire. Il n'en a rien été, il n'en est sorti qu'impuissance et désordre » (*op. cit.* p. 96). (*P. Broué*)

[27] La mention de Durruti dans cette parenthèse semble suggérer que Durruti se rapprochait des conceptions marxistes, et qu'il fut assassiné par les staliniens, La version de son assassinat par le G.P.U. circula longtemps parmi les révolutionnaires, mais elle n'a jamais été prouvée. Ce point d'histoire est discuté avec soin dans la dernière partie de *Durruti, Le peuple en armes* par Abel Paz, qui conteste nos conclusions. La propagande stalinienne s'efforça de récupérer à son profit la popularité de Durruti, lui attribuant notamment la phrase suivant laquelle il fallait être prêt à renoncer « à tout, sauf à la victoire ». Les *Izvetija* du 23 novembre 1936 affirmaient qu'il s'était rapproché du P.C. et faisaient écho à une rumeur selon laquelle il y aurait adhéré en secret... Les nombreux témoignages recueillis par Abel Paz, l'interview donnée par Durruti à Pierre Van Paasen (*Toronto Star*, 18 août 1936), le texte de sa lettre aux travailleurs soviétiques (C.N.T., 2 novembre 1936 *in extenso* dans Paz, *op. cit.*, pp. 403-404) tendraient à prouver le contraire : Durruti était très conscient de la nécessité de mener de front la guerre et la révolution : il avait refusé la « militarisation », tout en faisant régner dans sa colonne une réelle discipline. Ce furent certains de ses compagnons les plus proches comme l'instituteur Francisco Car qui devaient au printemps 1937 former le groupe des « Amis de Durruti », hostiles tant à l'anti-étatisme traditionnel et simpliste des anarchistes qu'au ministérialisme des dirigeants anarchistes espagnols. En mai 1937, les Amis de Durruti travaillèrent avec Moulin et le groupe bolchévique-léniniste. (*P. Broué*)

[28] La première traduction française porte : « Tout rapprochement vers nos conceptions » - au lieu de « proximité » - ce qui est insoutenable, car Trotsky ne pouvait supposer qu'à cette date Nin et moins encore Landau se « rapprochaient » de ses conceptions. En revanche, la remarque est intéressante au regard de la vive polémique entre lui et ces militants qu'il considérait bel et bien comme politiquement « proches » de ses conceptions. On sait que Nin fut assassiné par le G.P.U. Il ne fait aucun doute que Kurt Landau, arrêté deux mois plus tard, connut le même sort (voir Katia Landau, *Le Stalinsme en Espagne*). (*P. Broué*)

[29] Ou la formule « Caballero-Negrin » est volontairement ambiguë, ou Trotsky se trompe. Il y avait en effet dans le gouvernement Largo Caballero - où Negrin était ministre des finances - quatre ministres anarchistes au moment des deux premiers procès de Moscou, de la répression contre le P.O.U.M. de Madrid et lors des journées de mai de Barcelone : Juan Peiro, Juan Lopez, Federica Montseny, et Juan Garcìa Oliver. En revanche, après la démission de Largo Caballero, à la fin de mai 1937, la C.N.T. refusa d'entrer dans le gouvernement formé par Negrin; elle n'était donc pas représentée au gouvernement au moment où furent assassinés Andrés Nin, Kurt Landau, Erwin Wolf et les autres. C'est au mois de juin suivant qu'elle quitte également le gouvernement de la Généralité de Catalogne. Toutefois, ce départ ne correspond pas à un changement d'attitude de la part des dirigeants de la C.N.T. César M. Lorenzo - que l'on peut soupçonner d'hostilité à leur égard - résume leur politique à l'égard du gouvernement Negrin et Companys de cette période par une formule cruelle : « Les anarchistes supplient Negrin et Companys » (p. 302). Quinze jours après leur éviction du gouvernement, un plénum péninsulaire semble revendiquer leur retour. Au début de l'année suivante, la C.N.T. puis la F.A.I. adhèrent au Front populaire, et, le 2 avril 1938, la C.N.T. entre dans un gouvernement Negrin remanié. (*P. Broué*)

[30] Le rôle joué par Trotsky au cours de la guerre civile en Russie dans la répression de l'insurrection paysanne de Makhno, puis, en mars 1921, de celle de Cronstadt, deux mouvements revendiqués par les anarchistes, servait et sert toujours de base aux attaques des anarchistes contre Trotsky et le trotskisme, assimilé à une variante du stalinisme. (*P. Broué*)

[31] En règle générale, il est évident que la presse du P.O.U.M. s'est adressée aux dirigeants anarchistes avec beaucoup d'humilité. Juan Andrade avait, par exemple, consacré ses « notes quotidiennes » des 22 et 23 janvier à l'attitude de la C.N.T., écrivant notamment le 22 : « Contrairement à ce qui s'est produit pour l'anarchisme dans les révolutions d'autres pays, en Espagne, du fait de sa force exceptionnelle, il constitue la clé de voûte de l'orientation de la révolution. Nous ne savons si les camarades anarcho-syndicalistes eux-mêmes se sont bien rendu compte de leur responsabilité sur ce terrain : ils sont la force décisive du mouvement ouvrier espagnol, et c'est d'eux que dépend en

très grande partie le sort de la révolution. (...) La C.N.T. a un poids suffisant pour changer en un sens ou un autre le cours des événements. (...) Depuis le premier moment, convaincus de ne pas disposer de la force suffisante pour changer complètement le rythme des choses, nous avons tenté de faire ressortir pour nos camarades anarchistes la fonction qui leur incombe. (...) Il s'agit des intérêts du prolétariat avant tout, et c'est pour cela qu'il vaut la peine d'insister sur ce thème. » Après ces précautions oratoires, Andrade concluait que la C.N.T. faisait, « dans les faits, le jeu du réformisme ». Or *Solidaridad obrera* allait se fâcher tout rouge, ce qui contraignait Andrade à la contrition dans une « contre-réplique » du 26 janvier : « je me suis borné à souligner le comportement contradictoire de la Confédération et la nécessité que cette façon abstraite de se situer devant la gravité des événements acquière une expression plus cohérente dans l'intérêt même de la révolution. (...) Nous sentons que notre intention a été mal interprétée par le quotidien confédéral. Nous en sommes peinés, non parce que nous chercherions à tirer partie d'un changement d'attitude, mais parce que, ce qui est en jeu, ce sont les intérêts de la révolution. La preuve de l'innocence (*bondad*) de notre proposition est que nous avons commencé par déclarer que notre influence dans le cadre du mouvement ouvrier n'était pas assez forte pour orienter le cours des événements sur la voie qui nous paraissait la meilleure pour les intérêts de la révolution. Nous avons également reconnu le poids spécifique énorme dont jouit la C.N.T. dans les masses ouvrières d'un grand instinct révolutionnaire. » Le même Andrade, un mois plus tard, commentant l'article de Peiro mentionné plus haut, écrit : « Le ministre de la C.N.T. - nous ne disons pas la C.N.T. - s'identifie pleinement avec la position réformiste », précisant qu'il ne veut qu'« attirer l'attention sur le divorce, la divergence dans les critères qui semble se produire entre la C.N.T. et les membres qui la représentent dans le gouvernement central », « un avertissement plein de cordialité (...) à tous les camarades de la C.N.T. » (*La Batalla*, 26 février 1937). Il ne s'agit bien entendu pas là d'une attitude personnelle. Un éditorial du 3 mars dans *La Batalla* affirme : « La responsabilité des dirigeants de la C.N.T. et de la F.A.I. est énorme. Ils détiennent la clé de la situation. Plus, ils sont ceux qui peuvent décider du cours de la révolution. » La remise aux dirigeants de la C.N.T. de la clé de l'avenir - même verbale était évidemment dans la logique d'une politique dont l'axe demeurerait, comme le déclarait Nin au C.C. de décembre 1936, son « pacte secret » avec la direction de la C.N.T. Sur ce point, la critique de l'opposition de gauche du P.O.U.M. rejoint celle de Trotsky, la cellule 72 écrivant dans ses « contre-thèses » : « L'absence d'une critique fraternelle, mais sévère, de la C.N.T. par le P.O.U.M., a empêché les masses de la C.N.T. et la classe ouvrière en général d'établir une différence, pourtant essentielle, entre l'une et l'autre et a permis de confondre, de façon générale, leurs positions et mots d'ordre respectifs. » (*P. Broué*)

[32] Dans *La Batalla* du 26 janvier 1937, Andrade rappelle l'existence passée de la F.O.U.S. et les conditions de son autodissolution et de l'adhésion de ses militants à l'U.G.T., « pour entrer dans une des centrales existantes, c'est-à-dire précisément dans celle à l'intérieur de laquelle les organisations qui constituaient la F.O.U.S. espéraient pouvoir le mieux travailler en faveur de l'unité syndicale, puisqu'elle était dirigée par le réformisme qui est toujours l'ennemi principal ». Ainsi le P.O.U.M. manifestait-il une fois de plus par ces propos son désir d'éviter tout incident avec la C.N.T. Là encore, bien des militants du P.O.U.M. exprimaient des critiques. Au C.C. élargi de décembre 1936, le représentant de Madrid déclare, à propos de ce qu'il appelle « le rapprochement avec la C.N.T. », que l'un des dangers de cette orientation apparaît dans la décision d'entrer à l'U.G.T. : il souligne que, du coup, les rapports avec la C.N.T. sont seulement des rapports au sommet, et non, comme ce serait souhaitable, des rapports noués "au sein des masses confédérales". » De son côté, José Rebull écrit, dans la résolution qu'il présente au C.C. d'octobre 1937, qu'on doit reprocher à la direction du P.O.U.M. d'avoir « dissous la F.O.U.S. sous le mot d'ordre syndical erroné de « C.N.T.-U.G.T. » au lieu d'avoir (...) mis en avant le mot d'ordre « Ni C.N.T., ni U. G. T., centre syndical unique ». Il ajoute : « Avec un tel mot d'ordre, non seulement il aurait subsisté de bonnes raisons de maintenir la F.O.U.S. - quoiqu'elle ait été déjà pratiquement dissoute dans de nombreuses localités mais encore nous, serions apparus comme les champions de l'unité syndicale. » José Rebull (1906- ??) : Responsable du P.O.U.M. dès sa fondation, administrateur de sa presse. Animateur d'une tendance de gauche au sein du parti en 1936-1937. Emigre en France en 1939, participe à la résistance socialiste, arrêté par la Gestapo. (*P. Broué*)

[33] C'est sur la base des informations envoyées directement du front d'Aragon que le trotskiste américain Felix Morrow écrit qu'il n'y eut

pas d'élection de conseils de soldats sur le front d'Aragon, dans les milices du P.O.U.M., et que la direction de ce dernier les interdisait en fait (*Revolution and Counter-revolution in Spain*, p. 71). Orwell ne mentionne pas l'existence de tels conseils. Dans sa résolution au C.C. d'octobre 1937, José Rebull reproche à la direction du P.O.U.M. d'avoir permis à « des membres du parti, chefs de la division Lénine, de saboter toute action politique auprès des miliciens de ses rangs ». Il semble en effet que le P.O.U.M. n'ait cherché ni à recruter dans ses milices pour ses propres rangs, ni même à donner à ses miliciens une formation politique (Orwell. *op. cit.*, p. 263). Sans doute faut-il faire ici exception pour l'organisation madrilène du P.O.U.M. : le quotidien des milices du P.O.U.M. de ce front, *El Combatiente rojo*, est en effet un organe politique très combatif. En outre, il milite inlassablement en faveur de l'élection, dans les rangs des milices, de « comités de combattants » - expression d'ailleurs systématiquement supprimée par la censure, mais clairement suggérée par le contexte. (*P. Broué*)

[34] A moins que Trotsky ne fasse ici allusion à la politique générale du P.O.U.M. depuis sa fondation, la formule utilisée par lui est fautive, ou tout au moins anachronique : depuis le début de la guerre civile, le P.O.U.M., nous le savons, n'avait plus « ses propres syndicats », organisés dans la F.O.U.S. en mai 1936, avec d'ailleurs l'objectif proclamé de promouvoir la réalisation de l'unité syndicale. (*P. Broué*)

[35] Il ne semble pas possible d'affirmer que le P.O.U.M. ait eu la volonté délibérée de constituer « ses propres milices ». D'ailleurs, la question était discutée dans les rangs mêmes des partisans de la IV^e Internationale : en France, en 1934, les B.-L. avaient lancé le mot d'ordre de « milices du peuple » auquel, précisément, Trotsky lui-même aurait préféré celui de « milices des syndicats et partis » - formule qui devait prévaloir en Espagne en 1936 (*Le Mouvement communiste en France*, n. 318, p. 482). En réalité, le P.O.U.M. s'est trouvé pris dans l'engrenage, car chaque organisation ouvrière constitua, dès les premières heures du soulèvement, ses propres unités miliciennes. Cette situation avait pour le P.O.U.M. plus d'inconvénients que d'avantages, car il ne pouvait s'attendre à aucune faveur dans la répartition des armes et des munitions, et le fait d'avoir au front ses « propres secteurs » le rendait particulièrement vulnérable et tragiquement dépendant. A Madrid, les milices du P.O.U.M. n'obtinrent des armes que parce que le parti syndicaliste leur céda celles qu'il avait reçues en trop, pour des effectifs très réduits. Ce n'est pas non plus par hasard que les pertes du P.O.U.M. sur le front de Madrid furent considérables, neuf miliciens sur dix étant tombés en l'espace de six mois. Parmi d'autres, George Orwell a témoigné de la façon dont le manque d'armes et de munitions, les ordres d'attaques-suicides sans protection d'artillerie ou d'aviation, permirent, sur le front d'Aragon l'extermination systématique des militants du P.O.U.M. combattant dans ses « propres milices » (Orwell, *op. cit.*, pp. 19, 21, 29). Toutefois, *La Batalla* du 21 janvier publie une résolution du comité exécutif qui constitue un effort pour sortir de cette situation, puisqu'elle affirme : « Sauf dans le cas où il est possible de constituer sous notre contrôle direct et avec nos propres cadres une division entière de la nouvelle armée, nos militants et sympathisants doivent être répartis dans différentes unités. » Enfin, les conditions de la guerre civile - agressions répétées des militants et des locaux - rendaient nécessaire la garde des immeubles par des miliciens sûrs, et il peut paraître abusif de la part de Trotsky de reprocher au P.O.U.M. d'avoir fait garder ses locaux par ses propres miliciens; le contraire eût constitué une grave preuve d'irresponsabilité. (*P. Broué*)

[36] Le développement de « partis centristes » dans une période de crise des organisations traditionnelles, et comme étape de « transition » pour leurs anciens militants, constituait, selon Trotsky, une voie pratiquement inévitable en même temps que très dangereuse pour la formation rapide des partis authentiquement révolutionnaires qu'il voulait constituer. (*P. Broué*)

[37] On peut remarquer que Trotsky fait dans une certaine mesure ici ce qu'il reproche au P.O.U.M. de faire en montrant ce que les anarchistes « auraient pu faire ». Mais il est évident que le P.O.U.M. - résultat, sans doute de sa propre division interne - fit preuve sur ce plan d'une grande timidité. Ainsi *La Batalla* du 28 janvier 1937 souligne-t-elle la modération qu'elle avait manifestée, le 24 novembre 1936, quand elle avait élevé une protestation contre le refus dicté par les conseillers russes de l'ambassade et les dirigeants du P.C. d'inclure un représentant du P.O.U.M. dans la junte de défense de la capitale. Là aussi, le contraste est vif avec *El Combatiente rojo*, qui écrivait le 2 septembre 1937

: « Ce n'est pas par hasard (...) qu'aujourd'hui, dans le procès de [Zinoviev-Kamenev](#), on tente d'impliquer Trotsky. L'antagonisme entre la bourgeoisie libérale et le marxisme révolutionnaire se vérifie une fois de plus. Léon Trotsky, fondateur avec Lénine de la III^e Internationale, organisateur génial de l'armée rouge, continue d'être fidèle au drapeau de l'internationalisme prolétarien. Ce n'est pas de la faute des bolcheviks-léninistes si le stalinisme a remplacé le drapeau rouge du prolétariat par les drapeaux tricolores des républicains démocratiques. (...) La bureaucratie stalinienne, qui a effacé de son programme le devoir de lutter pour la victoire de la révolution mondiale et qui se dévoue à la tâche plus modeste de défendre la démocratie bourgeoise, a de nouveau déchaîné sa fureur antitrotskiste, c'est-à-dire toute la haine de son impuissance face aux vrais révolutionnaires, les bolcheviks-léninistes du monde entier. C'est pour tenter de couvrir sa capitulation qu'elle bâtit de semblables « affaires », qu'elle organise des procès et ordonne de fusiller les vieux-bolcheviks ». Le lien entre les procès de Moscou et la lutte contre-révolutionnaire du stalinisme ne sera fait explicitement par Nin qu'au début de 1937, après le début de l'offensive terroriste et, en particulier, les premières mesures contre la section de Madrid. (*P. Broué*)

[38] De la débâcle des « volontaires » italiens, sous les coups d'une propagande révolutionnaire intense, au moins autant que sur le plan purement militaire, l'observateur américain Herbert Matthews a écrit qu'elle avait été pour le fascisme italien ce que Bailen avait été pour l'armée napoléonienne, l'événement le plus considérable en tout cas depuis 1918 (Matthews, *Two Wars and More to Come*, p. 264). Quant aux pourparlers avec les nationalistes marocains en vue d'une telle propagande en direction des soldats marocains de Franco, ils échouèrent par suite du refus des gouvernements de Front populaire de proclamer l'indépendance du Maroc, refus qu'ils justifiaient ici encore par la nécessité de ne pas mécontenter les gouvernements de Paris, au premier chef, et de Londres. (*P. Broué*)

[39] Témoignage précieux de la part de l'auteur de *l'Histoire de la révolution russe*, dont il avait été l'un des principaux acteurs, c'est là une opinion partagée par Andrés Nin qui connut la révolution russe dans ses premières années. (*P. Broué*)

[40] Natalia Trotsky raconte, à propos de l'année 1927, les circonstances dramatiques dans lesquelles Trotsky qualifia pour la première fois Staline de « fossoyeur de la révolution » : « [Mouralov](#), Ivan [Smirnov](#) et les autres se réunirent un après-midi chez nous, au Kremlin, attendant que Léon Davidovitch rentrât d'une réunion du Bureau politique. [Piatakov](#) revint le premier, très pâle, bouleversé. Il se versa un verre d'eau, but avidement, et dit : « J'ai vu le feu, vous le savez, mais ça, ça ! C'était pire que tout ! Et pourquoi Léon Davidovitch a-t-il dit ça ? Staline ne le pardonnera pas à ses arrière-neveux ! » Piatakov, accablé, ne put même pas nous expliquer clairement ce qui s'était passé. Quand Léon Davidovitch entra enfin dans la salle à manger, Piatakov se précipita vers lui : « Mais pourquoi avez-vous dit ça ? » Léon Davidovitch écarta de la main les questions. Il était épuisé et calme. Il avait crié à Staline : « Fossoyeur de la révolution ! » Le secrétaire général s'était levé, se dominant avec peine, et s'était jeté hors de la salle en faisant claquer la porte. Nous comprîmes tous que cette rupture était irréparable » (Victor [Serge](#), *Vie et mort de Trotsky*, pp. 180-181.) Bien qu'il n'ait pas toujours à l'époque exactement mesuré la capacité contre-révolutionnaire du stalinisme, Trotsky avait depuis des années compris son rôle, alors que bien des révolutionnaires authentiques sous-estimaient cette capacité, quand ils ne nourrissaient pas encore des illusions à son sujet. (*P. Broué*)

[41] Le 28 mars 1917, avant le retour de Lénine, s'était tenue à Petrograd une conférence panrusse des bolcheviks. Staline, récemment revenu de Sibérie, et Kamenev orientaient le parti vers une politique de conciliation. Dans le rapport, Staline déclarait : « Le pouvoir s'est divisé entre deux organes dont aucun n'exerce la plénitude du pouvoir. Entre eux existent et doivent exister des frictions, une lutte. Les rôles se sont partagés entre eux. Le Soviet a pris en fait l'initiative des transformations révolutionnaires, le Soviet est le chef révolutionnaire du peuple insurgé, l'organe qui contrôle le gouvernement provisoire. Le gouvernement provisoire a pris en fait le rôle de consolideur des conquêtes du peuple révolutionnaire. Le Soviet mobilise les forces, contrôle. Le gouvernement provisoire, en trébuchant, en s'embrouillant, prend le rôle de consolideur des conquêtes du peuple déjà réalisées. » Il appelait à « gagner du temps en freinant le processus de rupture

avec la moyenne bourgeoisie » et contestait qu'il soit opportun de poser le problème du pouvoir, précisant : « Le gouvernement provisoire n'est pas si faible que ça. Sa force repose sur le soutien que lui apporte le capital anglo-français, sur l'inertie de la province, sur les sympathies qu'il éveille. » Cette ligne, la même qui était défendue en Espagne par le P.C.E. et les autres partisans du Front populaire, devait être mise en pièces par les [Thèses d'avril](#) de Lénine. (« Procès-verbaux de la conférence... » *Voprosy Istorii K.P.S.S.*, n°5, 1962, p. 112.) (*P. Broué*)

[42] Au cours des dernières années, les livraisons de charbon polonais à l'Espagne ont bien aidé Franco à briser les grèves des mineurs asturiens... (*P. Broué*)

[43] Le général Miaja abandonna le P.C. avant la fin de la guerre civile, acceptant de présider la junte créée par le général Casado, vraisemblablement avec l'appui britannique, afin d'éliminer les dirigeants du P.C. et Negrin et de négocier la fin de la guerre civile. L'un de ses principaux collaborateurs, le général Rojo, devait retourner après la guerre dans l'Espagne franquiste. (*P. Broué*)

